

INTERNATIONAL • PÉROU

## Pérou : le président Martin Vizcarra fragilisé par une procédure de destitution

La révélation d'enregistrements audios compromettant le chef de l'Etat péruvien déstabilise la démocratie alors que l'épidémie due au coronavirus commence à peine à refluer.

Par Amanda Chaparro • Publié hier à 12h15

Article réservé aux abonnés



Le président péruvien, Martin Vizcarra, lors d'une distribution de denrées alimentaires dans la banlieue de Lima, le 15 septembre. ERNESTO BENAVIDES / AFP

Au Pérou, l'instabilité politique et la bataille entre exécutif et législatif atteint ces jours-ci de nouveaux sommets, alors que l'épidémie due au coronavirus a tué plus que partout ailleurs dans le monde en proportion de la population (plus de 30 000 morts). Quasiment un an après la dissolution du Congrès, c'est le président de la République, Martin Vizcarra, qui est cette fois sur la sellette.

Une motion de censure, initiée par le Parlement, a été déposée contre le chef de l'Etat pour « *incapacité morale permanente* », après la révélation d'enregistrements le mettant en cause dans une affaire de corruption. Martin Vizcarra, 57 ans, est arrivé au pouvoir en mars 2018 après le départ de Pedro Pablo Kuczynski, qui a démissionné pour ses liens présumés avec le constructeur brésilien Odebrecht. Vizcarra a fait de la corruption son cheval de bataille, avant d'être confronté à la crise du coronavirus, en mars.

**Lire aussi | [Le Pérou, durement touché par l'épidémie, doit faire face également à une crise politique](#)**

Dans les documents audios ayant filtré jeudi 10 septembre, on entend le président tenter d'influencer des témoins pour falsifier leur déposition dans le cadre d'une enquête judiciaire. Cette affaire concerne des contrats irréguliers présumés passés ces dernières années entre le ministère de la culture et le chanteur Richard Cisneros, pour un montant de 50 000 dollars.

« *Des faits objectifs graves* », selon l'avocat pénaliste Rafael Chanjan, coordinateur du projet anticorruption de l'Université catholique péruvienne qui, « *s'ils sont prouvés, constitueraient un délit d'obstruction de la justice ou relèveraient de la dissimulation de faits* » et pour lesquels « *Vizcarra devra répondre devant la justice* ».

## **Porte ouverte à « l'arbitraire »**

Néanmoins, ces éléments sont-ils suffisants pour destituer un président de la République ? Non, selon ce même avocat, qui estime que le concept d'« incapacité morale permanente » brandi par le Congrès est « *un texte constitutionnel aux contours flous* » qui devrait être « *délimité de manière plus rigoureuse, pour les faits les plus graves de nature à entacher la fonction présidentielle, qui soient prouvés et ne reposent pas seulement sur des suspicions* ». Faute de quoi, ce serait la porte ouverte à « *l'arbitraire* » et « *l'instabilité* ».

L'exécutif a déposé un recours devant Tribunal constitutionnel pour faire annuler la procédure, qu'il qualifie de « *complot contre la démocratie* », au moment où le pays affronte le pic de l'épidémie, qui commence tout juste à refluer.

**« Le gouvernement est très faible, il s'est installé sans majorité parlementaire et n'a aujourd'hui aucune représentation politique. Il est à la merci du Parlement »,  
Gustavo Pasto, professeur**

Si le président ne nie pas l'authenticité de sa voix dans les enregistrements, il dénonce « *un montage et une manipulation* » du contenu. « *Un mensonge (...) pour prendre le contrôle du gouvernement afin de permettre la réélection des députés et de repousser les élections* », prévues le 6 avril 2021.

Pour Gustavo Pastor, docteur en sciences politiques associé au Cespra-EHESS, cette affaire représente un énième épisode de la confrontation permanente entre l'exécutif et le législatif qui dure depuis quatre ans : « *Le gouvernement est très faible, il s'est installé sans majorité parlementaire et n'a aujourd'hui aucune représentation politique. Il est à la merci du Parlement. Il est très difficile de gouverner dans ces conditions.* » En témoigne la valse ministérielle depuis le début de la pandémie. Le premier ministre et le ministre de l'intérieur, pour ne prendre qu'eux, ont été remplacés respectivement à deux et trois reprises. Mardi, un des portefeuilles les plus importants en cette période de crise, celui de la ministre de l'économie, Maria Antonieta Alva, a été visé par une autre motion de censure, qui n'a finalement pas abouti.

## **L'armée et la population font bloc**

Selon les dernières révélations parues dans la presse locale, des députés auraient manœuvré en sous-main pour déstabiliser le gouvernement. Le président du Parlement, Manuel Merino, qui a révélé les enregistrements et qui assurerait l'intérim en cas de destitution du chef de l'Etat, a reconnu être entré en contact avec les forces armées, avant même le déclenchement de la procédure de destitution. Il a cependant nié « *toute intention de s'éloigner du respect de l'Etat de droit* ».

Le premier ministre et ancien général à la retraite, Walter Martos, a dénoncé un « *coup d'Etat* » parlementaire. Certains partis politiques ont depuis retiré leur soutien au processus de destitution.

#### **Lire aussi | [Au Pérou, les procureurs sous pression de l'affaire Odebrecht](#)**

Le Congrès doit se prononcer vendredi sur l'éventuelle destitution de M. Vizcarra. Au total, 87 voix sur les 130 membres sont nécessaires pour faire aboutir la procédure, qui semble toutefois de plus en plus difficile à obtenir à mesure que des révélations ont lieu.

Certains voient dans l'initiative parlementaire une façon d'entraver le travail anticorruption du gouvernement, dont les Péruviens ont salué les efforts ces dernières années, alors que de nombreux députés ou leaders de partis sont mouillés dans des affaires.

L'armée et la population semblent faire bloc derrière Vizcarra. Des manifestations de soutien avec des concerts de casseroles ont eu lieu à Lima. « *Vizcarra jouit d'une bonne image. Au meilleur de sa forme, il y a quelques mois, il recueillait 80 à 85 % d'opinions favorables, rappelle Gustavo Pastor. Il sait parler aux Péruviens, c'est un politicien très fort qui joue la carte de l'émotion* » en se disant notamment victime des petits calculs du Congrès.

#### **Lire aussi | [L'Amérique latine commence à se déconfiner, malgré un nombre toujours élevé de contaminations](#)**

Si, à court terme, il devrait se relever de cette épreuve, estime le chercheur, « *une série d'indices le montrant comme un politique calculateur et des enquêtes en cours pourraient toutefois compliquer son sort. A moyen terme, il pourrait avoir de graves problèmes avec la justice et finir en prison, comme les précédents présidents avant lui* ». Et révéler une autre image, loin de celle de héraut de la lutte anticorruption qu'il arbore.

**Amanda Chaparro** (Lima, correspondance)